République Démocratique Du Congo
CLUSTER SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

CLUSTER Sécurité Alimentaire

COMPTE-RENDU	**12/04/2023**
	10h00-13h00
	Via Microsoft Teams
Facilitation	Marc Sekpon – Coordinateur National

Participants :

Ambassade / Bailleur / Coopération : UG-PDSS/PMNS - BANQUE MONDIALE
Centre de recherche :
Gouvernement :
ONGi : ACF, CRS, IMPACT – REACH, DRC, CARE, Concern, Care, World Vision, ACTED, World Relief, Help a Child, Save the children, RET GERMANY, DRC, People In Need, Mercy Corps

ONGn : Enfant-Avenir, ADIS, ODH, EDA, EXPERTISE HUMANITAIRE ET SOCIALE, PADEPU-A, ODAFE, CEDEF, GRAINES, MDC, Action Sociale Kesho Congo, VASF, DJPE, COLLECTIF SIMAMA CONGO, APEO, FOMINA, PDS, ULCDDI.
Mouvement croissant rouge : FICR
Privé :
UN : FAO, PAM, Unicef

Prochaine réunion :

DÉCISIONS ET POINTS D'ACTION DE LA RÉUNION	Responsable	Échéance
Partager le compte rendu et les diapositives des intervenants	Cluster SECAL	
Analyse IPC dans les zones de conflits	Cluster SECAL	
Plaidoyer auprès de donateurs sur l'amélioration de la qualité de l'assistance humanitaire en sécurité alimentaire	Cluster SECAL	

POINTS A L'ORDRE DU JOUR	
INTRODUCTION	Tour de table pour présenter les intervenants de la réunion
POINT 1	**Bilan de la réponse 2022, Leçons apprises et Qualité de la réponse du Cluster SECAL en RDC**
DISCUSSION	**<u>Présentation dans le PTT</u>** **Réaction** : Plus de 100 partenaires ont rapporté les données 5W durant toute l'année 2022. Sur 27 millions de personnes en insécurité alimentaire (IPC, phase 3+, 2022) et sur 8,3 millions de personnes dans le besoin ciblé par le HRP, 7,3 millions de personnes ont été atteintes. Ces derniers couvrent 83% de personnes ciblé dans HRP et 27% personnes insécurité alimentaire (IPC3). Quant à la couverture des besoins en sécurité alimentaire, en se référant à la cible du HRP et du standard d'assistance humanitaire alimentaire des Lignes directrices du cluster, 51% des besoins des personnes atteintes et 31% des besoins de personnes ont été couvertes en vivres et cash. Ce qui signifie que 10% des besoins des 27 millions de personnes en insécurité alimentaire (IPC 3+) ont été couverts. De ces derniers, nous pouvons conclure que l'assistance en insécurité alimentaire est très faible. Cela doit être une préoccupation pour tous. Plusieurs inquiétudes et questions se posent : Est-ce que nous fournissons les meilleures informations et analyses ? Est-ce que nous faisons les meilleurs plaidoyers ? Est-ce que nous nous mobilisons suffisamment des ressources par rapport à l'ampleur de l'enjeu ?

La couverture des besoins tourne autour de la moitié du standard définit par le cluster. C'est-à-dire chaque individu qui bénéficie de l'assistance alimentaire en RDC, reçoit la moitié du standard. Ce standard (*3 mois d'assistance alimentaire pour les personnes soit en cash ou vivres)* est le plus bas au niveau mondial à la suite des questions de budget et de difficultés rencontré dans la mobilisation de ressources.

Le nombre de personnes (7,3 millions) assistées en 2022 est proche de la cible (8,8 millions) ressortie du HRP mais, à 51% des besoins des personnes atteintes et 31% des besoins des personnes ciblées par HRP.

Pour améliorer la qualité de l'assistance, *la question se pose de savoir pourquoi les partenaires ont réduit le ratio qui ne couvre pas les besoins de la population ? Qu'est-ce qui empêche les partenaires d'aller au-delà des demi-rations ? Est-ce que tous les partenaires ont les mêmes contraintes qui sont devenue des normes ?*

Plusieurs réponses à cette question :

1. En ce qui nous concerne, le demi-ration est donné pour protéger les semences et aider les agriculteurs pendant la période de soudure.

2. La politique de certains donateurs, par exemple les réponses d'urgence dans le cadre de SAFER pour lequel il couvre l'unique mois, bien que les 2100 Kcal sur la base desquelles soient calculé. Le ratio alimentaire peut être couvert durant le premier mois mais, le prochain mois, les ménages se retrouvent dans la même situation qu'avant. L'impact est très faible en lien avec l'accès à certaines zones pour la réponse à l'objectif stratégique 2 qui obligent un minimum d'accès à la terre, aux populations bénéficiaires.

Il ressort des analyses budgétaires que la RDC est l'un des pays qui priorise le plus et reçois le moins au monde. Ce dernier est un élément très important à souligner dans notre stratégie de plaidoyers. Et un autre défi à relever, sur 8,8 millions de personnes ciblées, 7 millions de personnes ont été atteintes.

Question : En regardant la sécurité alimentaire et le cash, en termes d'assistance, quelle est la coordination qui est responsable du volet sécurité alimentaire et cash ? pourque les données ne puissent pas être confondues ? Est-il possible de lier les données du cash à la sécurité alimentaire ?

Réponse : Le cluster Sécurité alimentaire collecte les données de la distribution du cash de la même manière que les données de la distribution de vivres. Les données du cash rapportées sont celles destinées à la sécurité alimentaire. Si les données du cash multisectoriel sont rapportées, un ratio est appliqué pour ressortir le cash qui est attribué à la sécurité alimentaire.
En plus, une discussion est en cours avec Cash Working group sur comment pouvoir collecter les données et les retirer directement. Toutes les activités cash, même multisectorielles sont prise en compte.

Question : Est-ce que les zones couvertes en 2022 avec un faible taux d'assistance alimentaire sont des zones avec beaucoup plus de cas de malnutrition ?

Réponse : Nous sommes sur un plan de réponse humanitaire qui ne concerne pas tout le pays et donne la priorité à certaines zones du pays. Dans toute les zones d'intervention humanitaire, les taux de la malnutrition générale servent à calculer la priorisation. Ces zones d'intervention humanitaire ont un taux de malnutrition très élevé comme le Maniema, Kasaï et tout le territoire de Kamonia. Ces zones d'intervention humanitaire cumulent des problématiques de santé publique, malnutrition, insécurité alimentaire, protection et de mouvements de populations qui donne la priorisation de l'intervention humanitaire.

Question : Pourquoi on a un niveau de priorisation très poussé dans le contexte de la RDC alors qu'on a une multitude de crises ? Est-ce que s'est aussi lié au standard du cluster qui permettent aux organisations de donner des demi-rations ? Est-ce qu'il ne fallait pas revenir sur le standard du cluster et être plus ambitieux pour éviter qu'on se retrouve sur ce chiffre très faible et ne pas être en mesure de couvrir le minimum de personnes en besoin ?

Réponse : Tu n'as pas participé à toutes les étapes de la validation de chiffre de la planification (HRP). Ce sont des batailles qui ne dépendent pas seulement du cluster mais de la communauté

	humanitaire. Nous nous battons pour que la couverture soit la plus large possible et c'est difficile parce que tous les chiffres que nous proposons changent complètement la donne en termes de chiffres pour le pays.
POINT 2	**Global Hunger Index : Indice de la faim dans le monde**
DISCUSSION	**<u>Présentation dans le PTT</u>** **Réaction** : La 17 nième édition d'indice de la faim dans le monde a été lancé au mois d'octobre 2022 à l'occasion de la journée mondiale de l'alimentation. GHI est un rapport qui est corédigé par Concern Worldwide et Welthungerhilfe. Une mesure multidimensionnelle de la faim en attribuant un score numérique basé sur quatre dimensions de la faim et classe le pays par score GHI et suit l'évolution de chacun des quatre indicateurs dans le temps ce qui nous permet de suivre les tendances à long terme de la faim au niveau national mais aussi régional et mondial. Il est basé sur les données officiellement publiées et autre mesures simples et comparables. Son objectif est de pouvoir sensibiliser à la situation mondiale de la faim et attirer l'attention sur les régions du monde où le niveau de la faim est épuisé. **Question** : Comment dans les autres pays et particulièrement ici, le plaidoyer est fait autour des chiffres de Global Hunger Index ? Comment vous travailler ou comment les partenaires travaillent pour vous faire comprendre ces chiffres à différents niveaux ? **Question** : Quelles sont les sources de données qui ont été utilisé pour cette analyse ? **Réponse** : Pour la prévalence de la malnutrition, la source est le rapport de FAO de 2022. Le retard de croissance et l'émaciation chez les enfants sont des données qui ont été publiées par UNICEF et la Banque Mondiale en 2022. Les données de 2021 ont été aussi utilisées à l'analyse de 2022. Pour la mortalité infantile, la source de données est UNFPA. L'analyse est faite par Concern Worldwide et Welthungerhilfe à partir des données de sources susmentionnées : FAO, UNICEF, Banque Mondiale etc. GHI est un outil arsenal de plus dans le plaidoyer. **Question** : Le fait d'utiliser les données qui n'ont pas la même temporalité, est ce qu'il n'aura pas un risque de biais de résultats qui ont été présentés ? Avez-vous développé dans le rapport les facteurs contributifs de résultats que vous avez présentés qui sont à la base de cette situation de l'amélioration de l'état de la RDC de 2000 à 2014 ? Est-ce que ce travail a été comparé avec les autres analyses réalisées dans le pays tel que l'analyse IPC ? **Réponse** : On essaye d'analyser ensemble des données de plusieurs temps pour avoir une situation globale. On ne peut pas se focaliser sur un seul aspect de la donnée. Si la donnée est ancienne, on essaye de l'analyser pour savoir si la situation se détériore ou s'améliore. Comme je disais, il y a eu beaucoup d'impact COVID en 2020, 2021 et la guerre en Ukraine pendant l'année 2022 qui n'est pas encore reflétée dans cette analyse. Très clairement, ce sont des chiffres qui bougent d'une année sur l'autre qui malheureusement on ne peut pas faire le rapport avec les données qui sont disponibles. Ce sont des données qui ont été collectées en amont et donc, en termes de temporalité, il existe un certain délai. Pour le reste, je vous invite d'aller lire le rapport complet qui est très intéressant.
POINT 3	**Les crises actuelles nécessitant l'attention des partenaires**
DISCUSSION	**<u>Présentation dans le PTT</u>** **Réaction** : 8 <u>crises</u> actives qui perturbent l'Est de la RDC. Un outil interactif a été développé à la suite d'une demande d'un suivi de crises particulières, de la réponse, des besoins et des gaps. Il est mis à jour de façon régulière. En cliquant sur l'une des crises *(par exemple, la crise de <u>Mahagi</u>)*, vous serez amené à un Dashboard qui vous donnera la possibilité de suivre l'évolution de la situation en termes de nombre de déplacés par zone de santé, de cible mise à jour régulièrement et de suivre la réponse de tous les partenaires impliqués dans les interventions en sécurité alimentaire. Il ressort particulièrement de ces crises, près de 2,6 millions de personnes déplacées internes (*déplacés, retournés et hôtes)* dans le besoin. Lors de la dernière analyse IPC de juillet 2022, les zones de santé affectées par ces crises comptais déjà plus de 3,5 millions de personnes dans la situation d'insécurité alimentaire. Ça donne un total de 152 Millions de USD de gap de budget

	requis pour répondre à ces crises. Un focus particulier pour chaque crise qui rapporte le nombre de personnes dans le besoin, le nombre de partenaires impliqués dans la réponse, le pourcentage de couverture de besoin estimé ainsi que le gap en termes de financement pour chacune. Pour plus d'information, la présentation et le site sont disponible pour la consultation. Le cluster sécurité alimentaire est plus préoccupée par la crise M23 à la suite des crimes de guerres, l'accès difficile avec des négociations compliquées pour pouvoir apporter l'assistance.
POINT 4	**Stratégie pour l'accès aux semences : Présentation de la FAO**
DISCUSSION	**En attache, la présentation Powerpoint** **Réaction** : Comment disponibiliser les semences de qualité au niveau de la FAO avec les acteurs institutionnels ? Pour arriver à disponibiliser une semence de qualité, les institutions (INERA, SENASEM, ONGD, etc.), chercheurs et autres doivent respecter et suivre toutes les étapes de la filière semencière bien structurée. En amont de la filière semencière structurée, il y a la recherche scientifique qui crée la variété par rapport aux besoins exprimés par la population et en suite la production de la semence qui passe par plusieurs étapes. Compte tenu de certaines réalités *(infrastructures obsolètes, équipements vétustes, manque d'équipements agricoles et de banques de semences, non-respect de normes, absence d'organisation des agri multiplicateurs/établissements semenciers, …)*, ce schéma (page 3 de la présentation) de la production de la semence n'est pas respecté. Par conséquent la RDC ne produit pas des semences de qualité. En étant au courant de cette problématique, la FAO a disposé les ressources pour redynamiser la filière semencière en respectant le schéma de la production. La finalité de ce programme de redynamisation de la filière semencière est de contribuer à la redynamisation du secteur semencier par l'élaboration et l'adoption d'une politique semencière et à favoriser l'émergence d'une industrie semencière durable qui appuiera la création des variétés de performances et contribuer à la structuration de la filière semencière. Les avancés du programme : - Révision de la loi portant sur le principe fondamental de l'agriculture (travaillé par l'INERA, SENASEM et FAO). Un accent est mis sur la protection d'une variété et le droit d'obtenteur qui n'existait pas dans la loi de 2017, en plus l'introduction du DHPT pour être en conformité avec ce qui se fait dans le monde. - Mise en place de programme de multiplication de semence. La FAO procède à 2 options pour acquérir la semence soit **achats directs** et les **foires aux semences**. Pour arriver à acquérir les semences suivant les deux options, une nouvelle approche méthodologique a été mis en place pour conduire les offres techniques. Une fois que la semence souche a été restaurée, la prochaine étape est la maintenance variétale de spéculations ciblées par les projets. **Question** : Comment une ONG qui a de projets peut accéder aux semences de qualité ? Quelles sont les phases de test de vérification nécessaire ? Quel est le délai d'acquisition de la semence ? Quelle est la source d'approvisionnement ? **Question** : Les semences qui ont dépassé 6 mois après la récolte, pour le cas de légumineuse, on peut toujours attendre une bonne production ? Quel est votre position par rapport à la distribution des semences déjà expirées ? **Question** : Pour nous les associations qui œuvre dans le secteur de la sécurité alimentaire, quelles sont les stratégies pour accéder aux semences mis en place par la FAO ? Les associations qui ne sont pas des agris multiplicateurs mais qui œuvrent dans la sécurité alimentaire ne sont pas dans les critères d'accès de semences ?

	Question : Qu'est ce qui est mis en place pour que les agris multiplicateurs puissent avoir une semence bien conservée ? Qu'est ce qui permet aux clients de se rassurer que les semences sont certifiées par SENASEM ? En se référant à la présentation, la redynamisation concerne que la semence vivrière, alors quel sort réservé à la semence maraîchère ? **Réponse** : Lorsque on se décide de s'orienter dans la profession de l'agri multiplicateur, vous devez disposer un entrepôt. Quelques soit les matériaux utilisés, l'entrepôt doit répondre aux normes de la conservation. Il est recommandé de s'approcher du SENASEM pour avoir des orientations sur le suivi de la viabilité de la semence. Par exemple, procéder au test de germination tous les 2 semaines. Si vous n'arrivez pas à évacuer votre semence, vous avez le droit de reconduire votre semence. Au niveau de stations et centre de recherche de l'INERA et SENASEM, il y a des acteurs majeurs qui peuvent être appuyés pour pouvoir disponibiliser la semence qu'on va retrouver chez les agris multiplicateurs. Dans le schéma de la production de la semence, par tout dans le monde, vous avez en amont du processus, la recherche scientifique qui produit la semence initiale. Les secteurs privés (les agris multiplicateurs en RDC) ou les établissements semenciers sont impliqués dans la production. On ne devient pas agri multiplicateur au grès des opportunités, et la preuve en est que l'agri multiplicateur est bien un rapport d'opérationnalité. Pour acheter la semence de qualité, il faut demander au SENASEM qui dispose la liste des agri multiplicateurs certifiés. Ces derniers sont obligés de déclarer leur matériel qui prouve réellement la traçabilité de la semence. Pas de solution miracle par rapport à la conservation, il faut se doter des entrepôts qui répondent aux minimums des normes. Par exemple, dans le cadre de ce projet FAO, des chambres froides qui sont en train d'être distribuées et des aménagements des entrepôts aux stations et centres de recherche de l'INERA. La FAO s'intéresse plus aux vivriers. À l'INERA, il n'y a pas de programme qui traite les questions de semences maraîchères. Il est toutefois conseillé de consulter le SENASEM lorsque vous souhaiter acheter même les semences maraîchères, et c'est ce service qui fait les analyses et fournit le certificat. Quand même de l'achat de semence maraîchères, on demande au SENAMEM de faire des analyses. **Question** : Par rapport à la deuxième option (foire aux semences), ne voyez-vous pas le grand risque d'acquérir de semences 'tout-venant' et non certifiées par SENASEM et la problématique de fournisseurs non répertoriés ? A quand la mise à jour du catalogue de semence ? **Suggestion :** - Que la FAO pense à la vulgarisation des semences retrouvées. - Ségrégation de tâches dans la filière semencière. C'est le cas avec le SENASEM **Réponse** : Pour les foires aux semences, la FAO fait recours aux agri multiplicateurs qui sont dans la déclaration de cultures auprès du SENASEM et suivi de l'assurance qualité poste certification (test de matériel, visite de stock, taux d'humidité,). La FAO a un nouveau projet sur la vulgarisation. Un travail d'amélioration efficace est en cours. Par rapport à la ségrégation de tâche, c'est pour cela on insiste sur le respect du schéma de la production de semences. L'INERA doit s'arrêter à la semence de base. **Question** : Sur la nature de l'amélioration, quelle est la quantité et qualité de la production de semence ? Comment les citoyens qui sont dans les territoires enclavés peuvent accéder à la semence ? **Réponse** : Avec le changement climatique, il y a de nouvelle maladie qui apparait. C'est un travail de recherche qui revient à l'INERA par exemple sur le changement de dates de semis, et les disparités selon les zones agro écologiques… Donc, les personnels de l'INERA doivent être formés pour suivre des études pareilles.